***Nom : …***

***Prénom : …***

***Adresse : …***

 ***M. ou Mme …,***

 ***Député(e) de l’Essonne …***

 ***X … circonscription***

Monsieur (ou Madame) le (la) député(e),

Nous, Motards en colère du département 91, nous nous adressons à vous, parlementaire et élu-e du peuple. Nous vous avons déjà interpellé à propos des mesures du CISR du 9 janvier pour lesquelles ni vous, représentants du peuple et élu(e)s par lui, n’avez été consultés, ni nous, pourtant experts reconnus par ailleurs en tant que participants aux travaux du CNSR.

Or, malgré les manifestations de mécontentement tant du peuple que de ses élus, le Gouvernement, par le biais de la Délégation à la sécurité routière, vient de diffuser ce dimanche 18 février dans la presse quotidienne régionale une grande campagne de « communication » défendant la mesure la plus controversée du CISR. Nous estimons que cette campagne, qui bien entendu a nécessité l’emploi des deniers publics, se fait au mépris des élus et du peuple qu’ils représentent. Nous vous demandons donc de faire savoir au gouvernement que vous réprouvez cette méthode et le mépris qu’elle implique de votre mandat, en l’interrogeant à la fois sur le coût d’une telle campagne, sur son bien-fondé et sur les conditions de son émission.

Monsieur (ou Madame) le(la) député(e), cela suffit : depuis des décennies, nous participons à toutes les propositions de concertation, conciliation, groupes de travail, colloques…

Depuis la création de la FFMC en 1980, nous avons œuvré (sur nos fonds propres et avec nos bénévoles) à l’amélioration de la sécurité des usagers en deux-roues, créé une Mutuelle d’assurance autogérée qui est aujourd’hui une référence reconnue dans le monde de l’assurance et de la sécurité routière, nous avons édité et publié brochures et revues (dont le mensuel Moto-Magazine) toujours tournés vers la prévention, la responsabilisation des comportements et bien évidemment par une information sincère et indépendante de tout pouvoir financier et commercial, nous avons créé des structures de formation pour tous et à tous les âges, dont la plus récente (depuis 2010) consiste à intervenir auprès des jeunes scolarisés selon un programme reconnu et agréé par l’Éducation nationale…

… et pourtant, à seule fin de communication politique et au moyen de discours culpabilisants et anxiogènes à l’encontre des usagers de la route que nous sommes tous, nous qui sommes des citoyens à part entière, les services de l’État continuent de nous imposer des mesures que nous n’acceptons plus.

Aidez-nous à vous aider à honorer le mandat qui est le vôtre et nous vous assurons de notre détermination à agir à vos côtés.

Monsieur (ou Madame) le(la) député(e), acceptez l’expression de la considération qui vous est due, ainsi que nos salutations citoyennes résolues et engagées.

*Prénom, Nom*

*Votre signature*